

## **ACTUEL 33**

### **Mali : une guerre de civilisation**

De la rive sud de la Méditerranée, l'onde de choc du « printemps arabe » s'est propagée en Asie de l'ouest et en Afrique sahélienne. A la veille de s'étendre au sud du fleuve Niger et de conquérir les centres vitaux du Mali, un des pays les plus vulnérables de la région, elle a été bloquée par les forces armées françaises. Intervenues dans l'urgence sur ordre du Président de la République, à la demande des autorités maliennes et avec l'accord de la communauté internationale, nos forces ont procédé à ce qu'on appelle un « coup d'arrêt », engagement tactique brutal mais provisoire qui donne au commandement le temps et l'espace nécessaire pour envisager et préparer la suite des opérations. S'il apparaît évident que la « libération » du territoire malien est l'objectif commun des instances politiques – française, malienne, onusienne -, celui-ci passe par la soumission ou la destruction des forces hostiles. Dans ces conditions, quelle peut être, quelle devrait être la suite des opérations ? Pour y voir clair dans cette affaire complexe, il faut procéder à une analyse aux trois niveaux, opérationnel, stratégique, politique.

#### **Plan opérationnel**

Au premier niveau, tactique, celui des opérations, on peut imaginer deux scénarios.

Dans l'un, les forces françaises auraient vocation à tenir une ligne de résistance, à hauteur de Konna, en attendant leur relève par les forces africaines, puis à agir en soutien d'unités maliennes engagées à la reconquête de la partie nord du Mali. Cette solution présente plusieurs inconvénients dont le plus important est celui des délais. Il faudrait en effet plusieurs mois avant de parvenir à constituer une force africaine opérationnelle,

même s'il est entendu que l'armée française, peut-être d'autres, agirait en soutien des unités africaines. S'agissant de l'adversaire, celui-ci, aguerris et déterminés, disposant d'armements et de véhicules en quantité, pourrait profiter des prochaines semaines pour s'installer défensivement dans les oasis qu'il occupe et qui sont ses bases indispensables de ravitaillement. Ce sont ces localités qu'il va falloir investir et occuper avec des forces venues du sud, étrangères pour la plupart, et dont les rapports avec la population locale présentent des risques de rejet. Il ne semble pas que ce scénario réponde à une situation d'urgence, aggravée par les conditions climatiques qui deviendront très difficiles dès le mois d'avril et obéreront les opérations pendant plusieurs mois.

Un autre scénario privilégie rapidité et efficacité. Il devrait exploiter les résultats du « coup d'arrêt » par une série d'attaques en direction des villes principales, Gao, Tombouctou et Kidal. Seules les forces françaises sont en mesure de mener cette offensive dans les prochaines semaines, sauf à être renforcées par des contingents européens – hypothèse hautement souhaitable -, mais dont l'acheminement et la mise en condition retarderaient d'autant l'offensive vers le nord. D'après des renseignements, les envahisseurs seraient répartis en trois bandes, pas nécessairement coordonnées, et disposeraient de 2500 à 3000 hommes. Si la ligne de Konna était alors tenue par des unités africaines, les forces terrestres françaises devraient disposer de la valeur de trois régiments de cavalerie légère pour conduire ces « raids blindés ». Cette capacité est tout à fait à la mesure de l'armée de Terre. S'ils interviennent dans de

brefs délais, ces raids permettraient de porter des coups décisifs aux bandes terroristes et de reprendre le contrôle des localités principales, où pourraient s'implanter alors des unités maliennes qui y assureraient la sécurité.

Ce scénario se heurte évidemment à bien des obstacles, le premier étant politique avec les cris d'orfraie que vont pousser tous les stratèges en chambre et autres pacifistes viscéraux. Le deuxième est technique, car l'effort militaire demandé à la France serait alors à la limite de capacités qui ont été très affectées ces dernières années, sur le plan opérationnel comme sur celui de la logistique. Le troisième est diplomatique et suppose que les pays voisins du Mali, à commencer par l'Algérie, rendent leurs frontières moins poreuses et interdisent l'essaimage des groupes terroristes dans toute la zone saharienne. Le quatrième est angoissant, il s'agit de la passivité, voire de l'indifférence, de nos Alliés ; leur soutien politique, leur aide technique et financière nous sont indispensables si nous voulons mener ces opérations à leur terme. Mais toutes ces difficultés ne doivent pas détourner l'attention de la gravité du problème qui nous est posé.

### **Plan politico-stratégique**

Au niveau stratégique en effet, l'amputation durable du Mali présente un danger de déstabilisation de toute la région sahéenne, sans épargner ni le Maghreb ni les pays riverains du golfe de Guinée. Or, tous ces pays pour des raisons ethniques, démographiques, climatiques, économiques et historiques, se trouvent depuis leurs indépendances dans une situation de grande vulnérabilité. Leur éventuel développement dépend d'abord de leur sécurité et de leur stabilité. Le deuxième facteur stratégique est relatif à l'adversaire. Celui-ci a deux composantes principales : la première est constituée de quelques centaines de bandits qui, expulsés des pays arabes et sous prétexte de « djihad », ont trouvé refuge après l'affaire libyenne dans la zone saharienne ; la seconde est celle du mouvement dissident touareg, ces nomades turbulents et trafiquants qui revendiquent depuis des décennies leur

autonomie et un territoire spécifique. La collusion de ces deux courants est redoutable car à la barbarie des uns s'ajoute la valeur militaire incontestable des autres, guerriers dans l'âme et familiers du désert. Il faut donc tenter, après les avoir chassés des localités qu'ils occupent, de traiter séparément les deux factions ; détruire la première dont le terrorisme est un véritable défi à la civilisation ; amener la deuxième à négocier car elle détient les clefs de la solution politique du conflit.

Au niveau politique enfin, l'enjeu est considérable, pour l'Afrique évidemment, pour l'Europe et pour le monde à plus long terme.

Pour l'Afrique, on l'a dit, la réduction des groupes terroristes et l'affirmation de l'intégrité territoriale du Mali sont des conditions *sine qua non* de la stabilité du continent, sans laquelle il ne pourra poursuivre un développement déjà très fragile.

Pour l'Europe, il en va de sa crédibilité et de sa sécurité. Crédibilité des démocraties d'abord : sommes-nous capables d'épauler les jeunes démocraties, à l'égard desquelles nous avons en outre une responsabilité et des liens historiques ? Les abandonner dans ce moment crucial serait avouer l'inanité de notre projet et de nos valeurs. Ceux qui y voient du néocolonialisme n'ont pas le sens des réalités et se trompent d'époque. Sécurité de l'Europe ensuite : la prise d'otages d'In Amenas le démontre ; la capacité de nuisance des terroristes s'étend non seulement sur toute la zone - il y a environ 2500 kilomètres entre Bamako et In Amenas, soit la distance Paris-Moscou -, mais peut essaimer au nord de la Méditerranée ; par ailleurs, le mouvement de population que déclencherait une instabilité prolongée au Sahel toucherait directement une Union européenne elle-même en crise et hypersensible aux flux migratoires.

Pour l'Union européenne, l'intervention au Mali peut être une opportunité et l'occasion unique de faire avancer la construction politique dans un domaine où elle est

encalminée depuis vingt ans, celui de la défense européenne. L'affaire malienne agit comme un *révélateur*, non seulement de son inexistence, mais surtout de l'insanité des démarches qui ont été jusqu'à présent entreprises. On discutait sur des schémas théoriques, sur la compatibilité avec l'organisation otanienne, sur des approches bilatérales... On a aujourd'hui une menace ouverte et évidente sur la sécurité les intérêts vitaux de l'Europe ; elle nous oblige au réalisme et à reprendre à zéro les discussions avec nos partenaires. C'est justement parce que l'Europe est en crise, qu'elle n'a pas d'argent, que les principaux Etats se défient, et que *les choses sont difficiles*, qu'il faut les entreprendre.

\*

Au-delà de tous ces aspects déjà décisifs, de quoi s'agit-il en réalité ? Tout simplement de notre volonté de défendre « la » civilisation contre des barbares, de refuser que les valeurs de l'humanisme soient traînées dans la boue et assassinées quelque part au milieu du Sahara dans l'indifférence générale des puissances. Nos soldats sont légitimes à aller se battre contre des brigands, des terroristes, des trafiquants, des criminels. C'est bien là leur mission de défendre la France, l'Europe, la civilisation. Nous n'avons donc aucune réticence, aucune mauvaise conscience. Nous sommes dans le droit et dans le vrai.

Eric de La Maisonneuve